

Le Processus Constituant Populaire : Refonder la Démocratie par le RIC

Synthèse de la proposition de loi constitutionnelle
et architecture du RIC révocatoire.

Document de travail MCP
(Mouvement Constituant Populaire)
– Basé sur les travaux de Michaël et
les Ateliers Constituants.

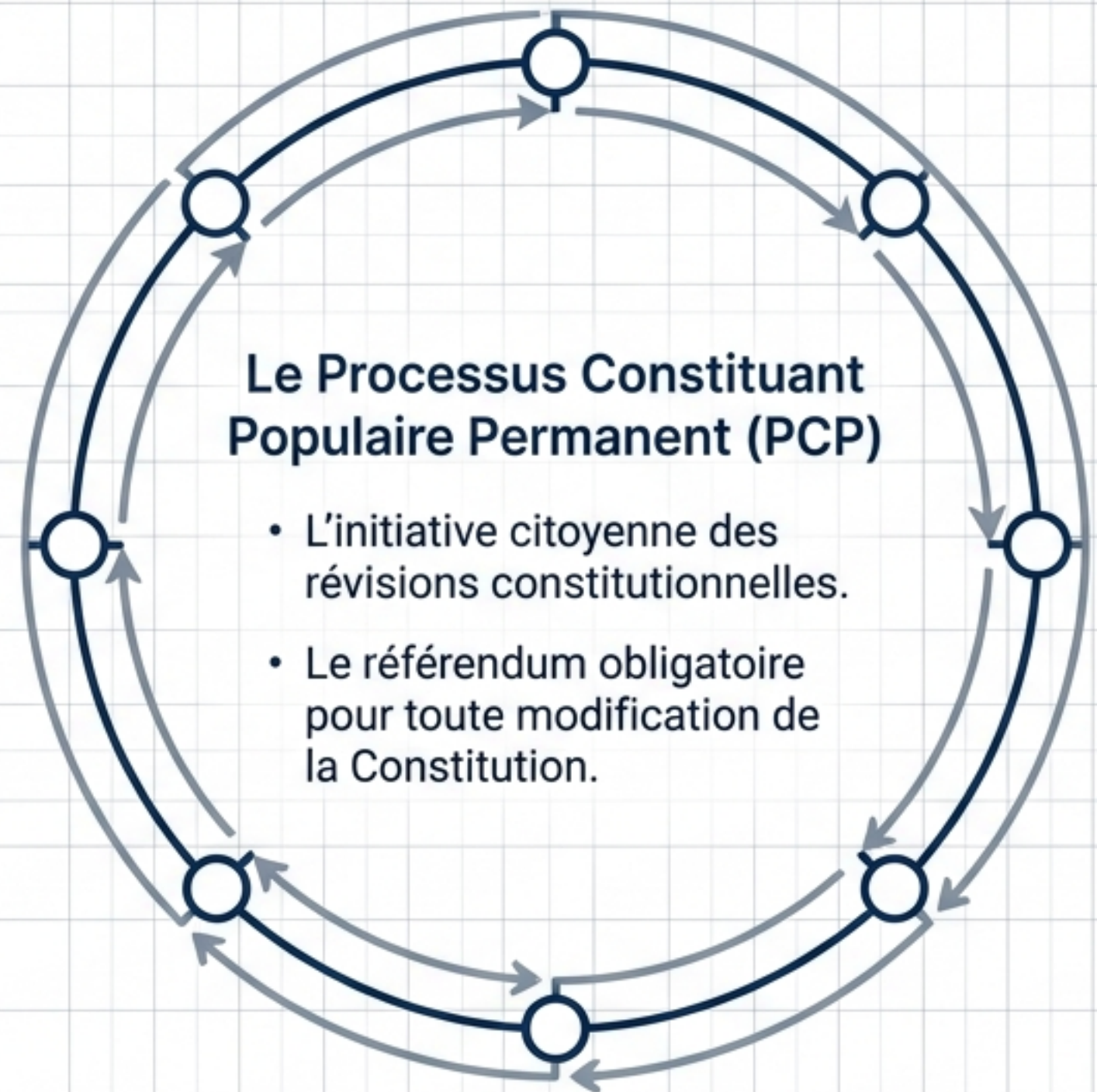
Le Déficit Démocratique



Les limites de la Ve République.

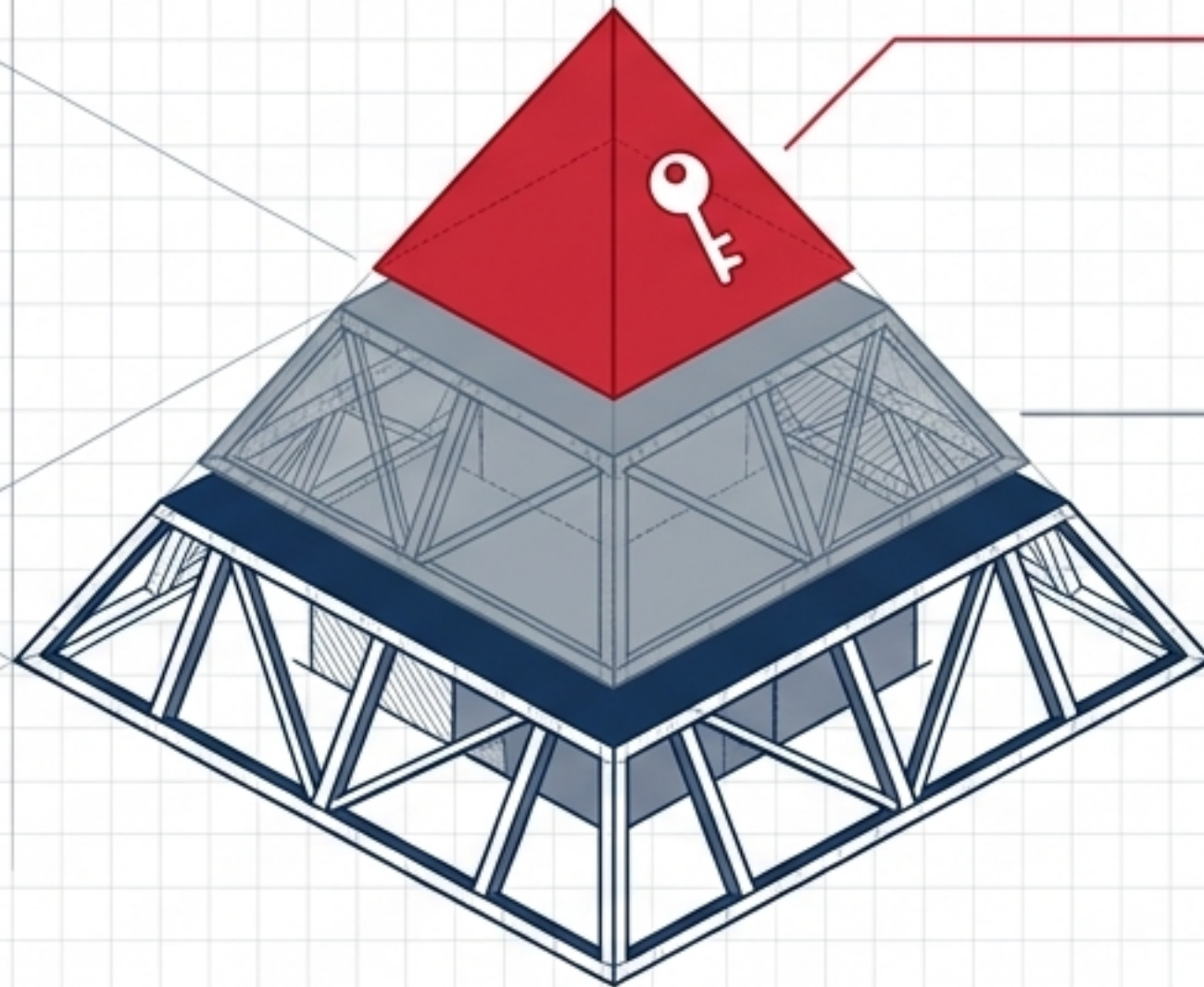
- Usage répétitif du 49.3 et des états d'urgence.
- Déconnexion de la représentation politique.
- L'échec du droit de pétition : 2 millions de signatures pour la loi du plomb, ignorées par l'Assemblée.

La Vision : Le PCP



La Pyramide des Normes : Pourquoi cibler l'Article 89 ?

Le pouvoir constituant direct donne aux citoyens le droit de **réécrire les règles du jeu**.



Bloc Constitutionnel (Article 89)

La cible de notre proposition. Un RIC constitutionnel permet de primer sur les traités et les lois ordinaires.

Bloc Conventionnel

Traités européens, droit international.

Bloc Législatif

Lois organiques et ordinaires (Article 11)

La Mise à Jour Constitutionnelle (Art. 89 & Art. 11)

Article 89 (Le Pouvoir Constituant)

L'initiative de la révision de la Constitution appartient au Président de la République, aux membres du Parlement ou aux citoyens par référendum d'initiative citoyenne constituant.

Aucun obstacle ni filtre parlementaire préalable.

Article 11 (Le Spectre Élargi)

Un référendum est organisé de plein droit à l'initiative du corps électoral [...] Ce droit s'exerce sous forme législative, abrogatoire, révocatoire, convocatoire, dissolutive, ratificatoire ou dénonciatoire.

Unité de matière exigée (une seule question distincte par vote).

L'Arsenal du RIC : Lexique des Outils Démocratiques

Type	Cible		Objectif
RIC Législatif / Abrogatoire		Lois ordinaires	Proposer une nouvelle loi ou annuler une loi existante (ex: Code du travail, Code des impôts).
RIC Révocatoire / Dissolutif		Représentants & Assemblées	Destituer un responsable politique, un haut fonctionnaire ou dissoudre une assemblée.
RIC Ratificateur / Dénonciatoire		Le Bloc Conventionnel	Approuver ou dénoncer des traités internationaux et accords européens.

Garantir la Stabilité et la Séparation des Pouvoirs



Pouvoir d'Injonction (Art 11-1)

Un collège de citoyens tirés au sort dispose d'un pouvoir d'injonction sous astreinte pour forcer le gouvernement à promulguer les textes adoptés par RIC.



Délibération Éclairée (Art 5)

Une période incompressible de 60 jours doit séparer le dépôt validé de l'ouverture du scrutin pour garantir une information neutre et plurielle.



Protection Institutionnelle (Art 6)

Interdiction de déposer une initiative portant sur un sujet identique avant l'expiration d'un délai d'un an (12 mois).

L'Infrastructure : L'Isoloir Numérique

Voter plusieurs fois par an sur papier est logistiquement intenable. Le RIC requiert un outil technologique certifié public et auditable.

Authentification

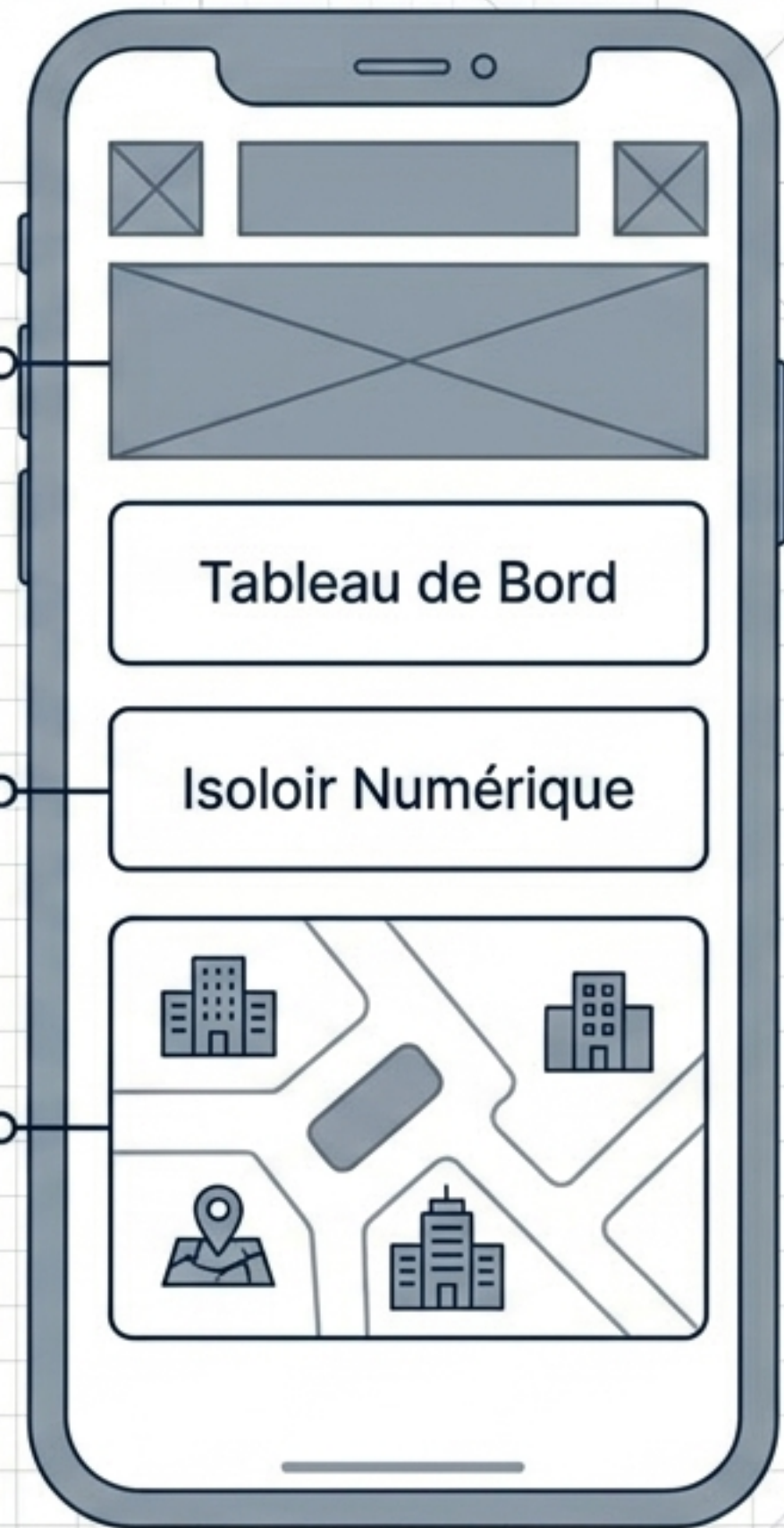
Scan sécurisé de la pièce d'identité via smartphone (ex: technologies type Alexandre Jardin).

Sécurité

Technologie "Zero-Knowledge Proof". Les données restent sur le téléphone, garantissant l'anonymat et le secret absolu du vote.

Échelle

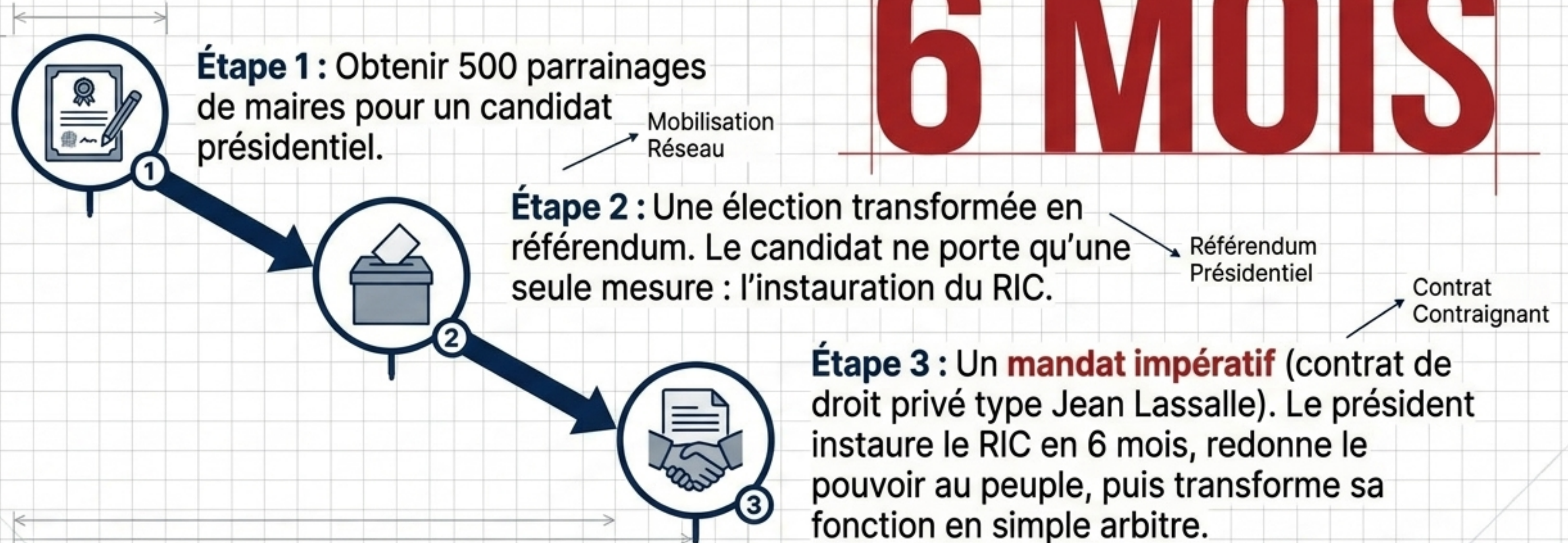
Interface permettant de voter à la fois sur des enjeux nationaux (Constitution) et ultra-locaux (Aménagement municipal).

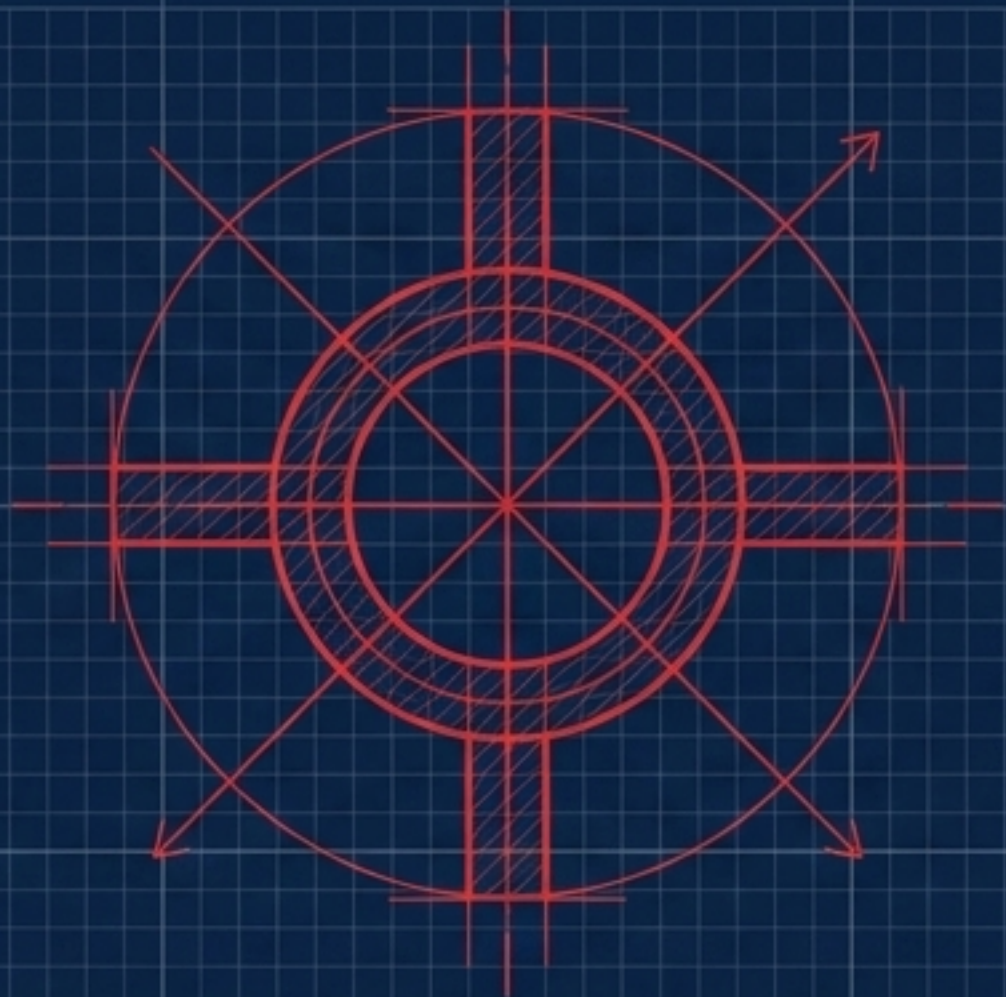


Stratégie de Déploiement : Le Programme Mono-Mesure

Obtenir le RIC par la voie parlementaire classique est bloqué par des jeux d'amendements et le verrou du Sénat. La stratégie alternative (portée notamment par Clara Egger et Solution Démocratique) :

6 MOIS





Le Crash Test Démocratique

Concevoir l'architecture du RIC Révocatoire.

Comment les citoyens peuvent-ils destituer un responsable sans plonger le pays dans le chaos politique ou le populisme de l'immédiateté ?

Définir la Cible et le Motif

Qui peut être révoqué ?



- **Les Élus** (Maires, Députés, Président).



- **L'Administration** (Hauts fonctionnaires, décideurs d'institutions publiques).



- **Les 'Nommés'** (Membres de commissions consultatives, comités Théodule, ARCOM).

Pourquoi ? (La distinction cruciale)

Le Pénal (La Justice)

Crimes, délits, corruption, escroquerie.
Si l'élu enfreint la loi, son immunité est levée et la justice pénale s'applique directement.



Le Politique (Le RIC)

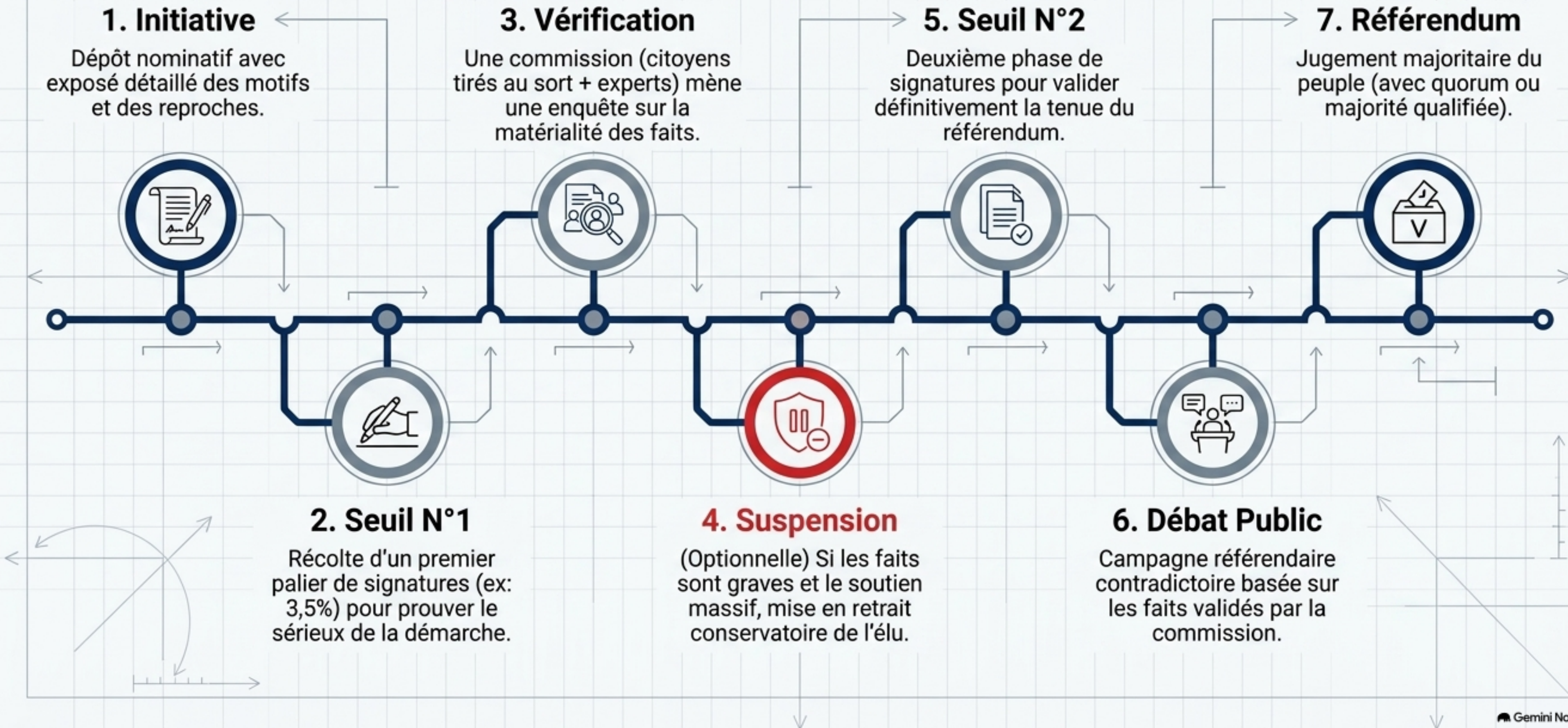
Griefs, reproches, manquements aux promesses, incompétence. Si l'élu est légalement irréprochable mais politiquement défaillant, le RIC révocatoire s'applique.



Neutraliser les Risques (Le syndrome du Village Gaulois)

Risques	Garde-Fous Procéduraux
L'effet de mode médiatique ou la vindicte populaire instantanée.	Les Délais et l'Information. La procédure impose des temps incompressibles de débat contradictoire pour refroidir l'immédiateté. 
Une opposition vaincue aux élections qui invente de fausses preuves pour se venger.	L'Enquête Préalable. Une commission d'experts et de citoyens tirés au sort vérifie la matérialité des faits avant tout vote final. 
Une révocation injuste décidée par une infime minorité hyper-active.	La Majorité Qualifiée. Le référendum final peut exiger des seuils d'approbation stricts ou un quorum de participation élevé pour valider la destitution. 

L'Architecture d'une Révocation : Le Parcours Procédural



La Démocratie Adulte

Le RIC constituant et révocatoire n'est pas un outil de destruction. C'est le mécanisme éducatif fondamental par lequel les citoyens reprennent la responsabilité de leur propre destin. Un système où la confiance n'exclut pas le contrôle.

Le monde tremblera, mais sans regret.
Car nous aurons su dans l'union et la foi,
écrire nos règles, rédiger nos droits.

■ Rejoignez le Processus Constituant Populaire. (mouvement-constituant-populaire.fr)